



Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

Le plus jeune président de la République avait promis un nouveau monde.

Pourtant, plus de 5 ans après, le monde dans lequel nous vivons n'a rien de nouveau et surtout, il n'a rien d'optimiste.

Notre pays vit au rythme des conflits sociaux et politiques qui permettent à l'extrême droite de prospérer sur les colères accumulées. Le projet de réforme des retraites a su concentrer tous les travers de la gouvernance Macron.

L'arrogance élyséenne a ruisselé sur toute sa majorité, désormais relative, qui défend ses positions à coups d'éléments de langage tellement répétés qu'ils ne font plus qu'un bruit de fond qui tape sur les nerfs.

Dès la nomination de l'actuel ministre de l'Éducation Nationale il y a bientôt un an, l'UNSA Education a alerté sur la nécessité impérieuse de relever trois défis majeurs :

- **L'attractivité des métiers** tout d'abord. Je ne reviens pas sur ce sujet, juste pour insister sur le pacte présenté que nous jugeons inacceptable.
- Le second défi, c'est **la réussite de l'École inclusive**. Il n'est plus possible de laisser les professionnels seuls, entre culpabilité et épuisement, et des élèves et des classes en panne, voire en souffrance. L'École inclusive ne peut se résumer ni en une somme d'étiquettes à coller à des enfants et des jeunes, ni en une accumulation de dispositifs et accompagnements, sans jamais réussir à être à la hauteur des besoins. Face à la diversité des situations, il faut une diversité de réponses pédagogiques, spécialisées et sociales, dans l'école, en équipe éducative, mais aussi avec d'autres partenaires et structures.
- Le troisième défi, c'est la nécessité de retrouver l'expérience de **la mixité sociale**, de l'«apprendre ensemble» et du «vivre ensemble».

Ces trois défis, il s'agissait de les relever tout en travaillant à la réconciliation des personnels avec leur institution. Une rupture nette avec la méthode politique du ministre précédent s'imposait. Les personnels ne veulent plus subir, ni vivre au rythme d'incessantes annonces médiatiques qui nient la réalité, simplifient la complexité de leurs missions et placent les professionnels qu'ils sont, dans un insupportable porte-à-faux. Près d'un an après, le constat est amer. Sur l'attractivité, les discussions autour de la revalorisation maintes fois promise tournent autour de la rémunération de missions supplémentaires. La déclinaison du « travailler plus pour gagner plus », soit alourdir encore une charge de travail dans des conditions toujours plus détériorées,

crée aujourd'hui au sein de nos métiers un choc de déception à la hauteur du choc d'attractivité annoncé.

C'est à l'aune de tout cela que ce CSA-SD se réunit afin d'ajuster les moyens affectés à l'École de la République dans notre département à la rentrée prochaine.

Le gouvernement a fait le choix de supprimer 1 117 emplois dans le premier degré et 481 dans le second à la rentrée prochaine. Le ministère avait annoncé son intention de s'attaquer à la crise d'attractivité de l'Éducation nationale et aux difficultés de recrutement. Qui aurait imaginé que la solution proposée consisterait à supprimer autant de postes ? Les génies technocrates du ministère ont encore frappé : plus de postes, plus besoin de recruter ! Et malheureusement ce sont une nouvelle fois les élèves les plus en difficulté qui vont en payer la facture. Il ne faudra pas se plaindre lors de la publication des futurs résultats scolaires de la France en comparaison des autres pays.

Qui sème la pénurie récolte la disette...

Dans notre département, la suppression programmée de 11 postes détériorera encore plus la situation du remplacement, déjà désastreuse.

L'UNSA Education dénonce ces suppressions alors qu'il faudrait profiter de la baisse démographique pour répondre aux besoins des élèves les plus en difficultés et du service public d'éducation.

Notre système éducatif vit de multiples crises : crise de sa capacité à faire mieux réussir chaque élève, en particulier les plus fragiles, crise de fonctionnement, crise des rémunérations, crise des recrutements et crise de justice sociale. Est-ce en supprimant des postes que le ministère entend surmonter ces crises ?

L'UNSA Éducation a de nombreuses propositions pour remédier aux problèmes de l'Éducation nationale, en voici quelques-unes.

Au lieu de supprimer la technologie en 6ème pour faire de la remédiation en maths et en français au collège, l'Éducation nationale aurait plus besoin de remettre les postes supprimés dans les Réseaux d'Aide aux Élèves en difficulté pour faire de la prévention dans le 1er degré, voire en créant des dispositifs spécifiques dans le 2nd degré.

Au lieu de faire semblant de boucher les trous du non remplacement en demandant à des enseignants de remplacer les absences dans des disciplines qui ne sont pas les leurs, l'Éducation nationale aurait besoin de nombreux postes remplaçants pour les absences ordinaires mais aussi pour la formation initiale et continue.

Au lieu de mal rémunérer les AESH sur des contrats à temps incomplet et de ne pas former ses personnels l'Éducation nationale aurait besoin de soutenir une politique volontariste de l'école inclusive.

Au lieu d'en demander toujours plus aux directrices et directeurs d'école l'Éducation nationale aurait besoin de poursuivre l'amélioration du régime de décharge de direction. Par ailleurs, à quoi bon mettre en place la nécessaire limitations d'effectifs prévus en GS, CP et CE1 si c'est pour rester au milieu du gué et ne pas mettre en place l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà de ces classes ?

Pour l'UNSA Éducation, au lieu de l'affaiblir en permanence il faut protéger notre service public d'Éducation pour redonner à la population confiance en l'avenir de notre pays et offrir des perspectives positives aux professionnels qui font l'École.

Le ministère avait promis un choc d'attractivité dans l'Éducation nationale. Aujourd'hui le seul choc que tout un chacun peut constater est un choc de déception.

Même si nous arrivons à la fin du processus de préparation de la rentrée 2023 (nous anticipons malgré tout la préparation de la rentrée 2024 !), nous tenions ici à exprimer des points de vigilance et des demandes :

- Ne pas fermer en produisant des cours triples ou surtout quadruples, être vigilant à la répartition pédagogique,
- Faire attention aux fusions et primarisations qui seraient mal préparées, pouvant avoir des conséquences négatives sur les personnels et les directeurs en particulier.
- Regarder avec attention les écoles hors éducation prioritaire qui ont un IPS comparable à l'éducation prioritaire
- Mais surtout reconstituer la brigade de remplacement, pour les absences et la formation continue des personnels
- Renforcer les équipes de Rased pour pouvoir intervenir sur tout le territoire.

L'UNSA Education le répète, à une politique de communication délétère et hors-sol doit se substituer une politique de l'action construite et réfléchie avec tous les acteurs dans le cadre d'un réel dialogue social. Ce n'est qu'en écoutant le terrain que nous pourrions collectivement faire réussir le service public d'éducation et donc nos élèves et permettre à ses personnels de se sentir respectés, bien rémunérés et en sécurité. Nous en sommes loin.